

Birmanie

Par Pierre Terraz et Paul Boyer, en Birmanie – Photos: Pierre Terraz



Dans les
hôpitaux
de la rés



Sweta Ning, 19 ans, combattant rebelle, a été blessé en marchant sur une mine avant d'être pris en charge à l'hôpital O1.

secrets
istance



Cachés au cœur de la jungle birmane, des hôpitaux clandestins soignent les rebelles et les civils victimes des combats menés contre la junte. Le Vif a pu y pénétrer.

Des râles de douleur viennent troubler le calme de la forêt de pins. C'est l'heure de la tournée quotidienne de désinfection des plaies dans la baraque centrale de l'hôpital: une cabane sommaire cachée au milieu des arbres, à l'intérieur de laquelle une vingtaine de blessés de guerre sont en convalescence sur des lits en bois.

Lorsque l'alcool à 90° se mélange au sang qui dégouline sur son poignet, un insurgé d'une quarantaine d'années mord sa couette de toutes ses forces. Une balle a traversé son avant-bras gauche quelques jours plus tôt alors qu'il combattait sur la ligne de front. Son voisin, visiblement sous morphine, ne réalise pas que sa jambe est ouverte en deux. Un cri strident retentit soudain dans la pièce. Un rebelle beaucoup plus jeune implore le personnel d'arrêter les soins. Blessé par des éclats d'obus, il a le pied gauche en lambeaux et un large trou dans l'épaule. Faute d'anesthésiant, deux amis lui tiennent la jambe pour qu'il arrête de bouger le temps de l'opération. Pendant près de 30 minutes, une infirmière nettoie ses plaies avec un bout de tissu rêche imbibé de désinfectant.

Journalistes interdits

Tous ces combattants mènent une bataille acharnée pour tenter de restaurer la démocratie, contre une junte militaire qui règne sans partage sur le pays depuis le coup d'Etat mené par le général Min Aung Hlaing le 1^{er} février 2021. Après des manifestations pacifiques réprimées dans le sang, les premiers mois, c'est une large partie de la population birmane qui a pris les armes pour lutter contre ce régime ultra-autoritaire. Près de 1.200 groupes armés se sont formés partout dans le pays, avant de s'unir sous la bannière des Forces de défense du peuple. Depuis, selon de rares estimations datées de janvier 2026, seuls 22% du territoire national seraient encore sous le contrôle de la junte, le reste étant contesté (40%) ou acquis (38%) à la résistance. Mais la Birmanie est loin d'être sortie d'affaires. En avril 2026, des élections truquées ont sacré président Min Aung Hlaing, l'homme fort de la junte, qui a tombé le treillis pour se donner un semblant de légitimité et continue d'accélérer sa politique de répression contre l'opposition prodémocratie. Alors que le nombre de victimes de la guerre civile vient de dépasser la barre des 100.000 morts, début juillet, Le Vif est parvenu à accéder au pays du côté des rebelles après avoir traversé clandestinement la frontière thaïlandaise. Officiellement, la Birmanie reste strictement interdite d'accès aux journalistes étrangers.

Proche du front, l'hôpital Luke, dont l'emplacement est tenu secret, accueille la plupart des insurgés blessés au combat. Cet endroit stratégique permet aux rebelles de tenir leurs positions situées seulement à une centaine de kilomètres de la capitale, Naypyidaw, où sont barricadés les généraux de la dictature. Jour et nuit, ce lieu hautement sensible est recherché par l'aviation birmane, qui bombarde la zone sans relâche. Un bunker d'une capacité

Accaparée par la junte, l'aide humanitaire ne parvient pas dans ces coins isolés.



Dans l'hôpital Luke, un médecin nettoie la plaie d'un rebelle blessé lors de combats contre la junte militaire.

de 50 personnes y a été creusé à même le sol, en pleine jungle. Deux générateurs alimentent le site en électricité. En plus de la protection offerte par la forêt, d'immenses bâches noires recouvertes de feuilles mortes ont été tendues au-dessus des bâtiments afin de les dissimuler à la vue des drones. Sous cette couche de protection, des infirmières, âgées de 18 à 30 ans, travaillent à une cadence infernale. Formées sur le tas, sous-équipées, elles soignent des plaies béantes avec une précision chirurgicale.

Queue de cheval serrée, blouse blanche impeccable et stéthoscope autour du cou, l'unique chirurgien de l'hôpital secret s'active depuis l'aube. Ce matin-là, il fait défiler les radios de ses patients sur un écran lumineux. Du haut de ses 38 ans, c'est lui qui supervise toutes les opérations, 24 heures sur 24, du bloc opératoire à la salle de repos. Pourtant, lorsque le coup d'Etat éclate, le docteur Myo Khant Koko n'est encore qu'un jeune médecin prometteur en quête de davantage d'expérience.

Une perceuse de chantier

Après avoir obtenu une qualification de chirurgien en 2017 au Royal College of Surgeons of Edinburgh, en Ecosse,

il travaille à l'hôpital général de Rangoun, la plus grande ville du pays, avant d'être affecté à Loikaw, la capitale régionale de l'Etat Kayah – une région du nord-est du pays qui deviendra l'un des principaux foyers de la résistance. En 2021, au moment du coup d'Etat, il refuse d'exercer sous l'autorité de la junte et organise des manifestations à l'hôpital, ce qui fait de lui une cible pour le régime. Rapidement, il doit prendre la fuite, les arrestations se multiplient dans son entourage. Réfugié dans la jungle, il contribue à créer cette clinique, régulièrement déplacée pour échapper aux frappes aériennes. Du jour au lendemain, dans cet hospice improvisé, le jeune praticien devient chef de tout un service d'urgence en zone de guerre.

Depuis, il compose quotidiennement avec les moyens du bord. Le matériel à sa disposition est un mélange de machines de pointe achetées au marché noir et d'outils du quotidien détournés de leur usage. L'hôpital Luke compte deux stations d'anesthésie dernière génération, plusieurs appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et même un gastroscopie pouvant être introduit dans le nez ou la bouche des patients pour

intervenir sur leur œsophage... Mais c'est une perceuse de chantier qui est utilisée pour travailler sur leurs os. «Nous avons un bloc opératoire, que nous avons réussi à confiner et à rendre stérile en pleine jungle, ce qui est un exploit. Mais nous ne disposons pas encore de salle de soins intensifs et nous avons besoin de plus de personnel. Nous formons quiconque veut venir aider», détaille Myo Khant Koko.

En tout, une cinquantaine de personnes travaillent à Luke, presque toutes formées par le spécialiste. Beaucoup n'étaient pas soignants avant le coup d'Etat, mais ont acquis une expérience solide en un temps record. Réunis dans la cantine de l'hôpital, une cabane dont la structure est en bambou et les murs en toile, ce personnel peu commun s'accorde à dire que l'opération la plus courante ici est l'amputation. Chaque année depuis le début de la guerre civile, la Birmanie est le pays qui compte le plus de victimes de mines antipersonnel, devant l'Ukraine, la Syrie et l'Afghanistan, selon l'ONU.

«Qui est O négatif ici?»

«Parfois, on travaille sur une jambe et on se retrouve plongés dans le noir. ...



**Un abri antibombes
dans l'hôpital Luke,
caché dans la jungle.**



**Un jeune combattant
se tient dans un temple
bouddhiste transformé
en avant-poste
de la résistance.**



**Un combattant rebelle passe
dans les décombres d'un quartier
bombardé par la junte,
dans la ville de Moe Bye.**

«Parfois, on travaille sur une jambe et on se retrouve dans le noir. Alors, on continue avec les lumières de nos téléphones.»

... Les coupures de courant arrivent toujours au pire moment, mais on ne peut pas se permettre d'arrêter ce qu'on est en train de faire, alors on continue avec des lampes torches et les lumières de nos téléphones», détaille un jeune soignant. Sa vocation n'est pas née en un jour. Celui-ci se rappelle sa première intervention laborieuse sur un combattant blessé: «Le gars est arrivé avec le ventre ouvert, du sang m'a giclé à la figure lorsqu'il a toussé, je me suis évanoui direct!» Entouré de ses internes, le chirurgien Myo Khant Koko y va de sa propre anecdote: «Quand l'électricité est coupée pendant trop longtemps, nos frigidaires chauffent et on perd nos réserves de sang. Ça m'est déjà arrivé d'envoyer un infirmier prélever un patient en salle de repos pendant que j'en opérerais un autre qui avait besoin d'une transfusion en urgence. Je me souviens du jeune homme qui courait partout dans l'hôpital en criant: "Qui est du groupe O négatif ici?"»

Niché dans une faille entre deux immenses falaises, un autre établissement clandestin, lui aussi caché sous une couverture de végétation, accueille autant les civils que les rebelles. Huit bâtiments le composent, dispersés les uns des autres en cas d'attaque aérienne, dont un bloc opératoire creusé sous terre et une aile dédiée aux accouchements. Chaque jour, des enfants malades et des femmes enceintes y côtoient l'horreur des blessures de guerre. A l'hôpital Ol, la plupart des patients sont des victimes collatérales du conflit, d'une mine artisanale, d'une balle perdue... D'autres, d'un simple accident.

Alitée au côté de son mari, une jeune femme a été admise il y a quelques jours après un accident de la route. «Les freins de notre voiture ont lâché, deux de mes amies sont mortes», se souvient-elle, encore défigurée par la collision. D'autres patients atteints de cancers attendent une biopsie ou une chimiothérapie qui peine à arriver. Le visage crispé, un vieillard se tord sur son matelas

de fortune, atteint de douleurs intestinales sévères. «Nous suspectons un cancer de l'estomac», avance le médecin généraliste Soe Yan Naing, chargé de nous faire visiter les lieux.

Ni écoles ni électricité

Alors que la guerre civile birmane est dans sa sixième année et qu'aucune perspective de résolution du conflit n'est en vue pour le moment, les rebelles font tout pour essayer de ramener un semblant de normalité dans les territoires qu'ils contrôlent. D'autant plus que depuis 2021, la grande majorité des 3,5 millions de déplacés internes en Birmanie ont préféré se réfugier dans les zones administrées par ces milices prodémocratie plutôt que dans celles qui sont sous l'autorité de la junte. Ces «zones libres» ne jouissent plus d'aucun service public dispensé par l'Etat: aucune école, aucun réseau électrique, aucun hôpital. Au contraire, elles subissent un embargo sévère imposé par les militaires. Tout y est à reconstruire. Les biens de première nécessité, comme le carburant, sont importés clandestinement et au prix fort. Même l'aide humanitaire internationale, accaparée par la junte, ne parvient jamais dans ces coins isolés du reste du monde qui abritent pourtant les populations les plus vulnérables du pays.

«Cette machine à rayons X nous vient d'un hôpital à Rangoun, à 500 kilomètres au sud d'ici. Pour franchir les checkpoints et nous la ramener, l'un de nos collaborateurs, qui a un laissez-passer spécial pour se déplacer jusque là-bas, a dissimulé les pièces détachées de l'appareil dans des paniers de fruits et de légumes. On a tout remonté sur place», illustre Soe Yan Naing. Idem pour la couveuse destinée aux bébés prématurés, ramenée depuis la Thaïlande voisine en passant illégalement la frontière. Soutenu financièrement par la résistance et la diaspora birmane réfugiée à l'étranger, l'hôpital Ol s'accommode d'un budget annuel

extrêmement réduit: entre 15.000 et 30.000 euros.

Sortir de cette jungle pour témoigner des lieux dévastés par les combats est un triste constat. Les localités voisines de Demoso et de Moe Bye, encore vidées de leurs habitants, sont des villes fantômes où les murs des maisons sont criblés de balles et les pelouses des jardins parsemées de cratères d'ogives. Dans le centre-ville de Demoso, un hôtel trois étoiles qui n'a pas eu le temps d'ouvrir après son inauguration a servi de quartier général à l'armée birmane avant que la zone ne soit libérée par les rebelles. Les combats ont laissé des traces de sang sur les murs. Dans l'une des salles de bains, les insurgés ont brûlé les corps des soldats de la junte tués lors de la bataille. «Cette salle d'eau faisait office de four crématoire. Les rebelles ont entassé les corps avant de mettre le feu, puis en ont récupéré les os et les dents pour ne laisser aucune trace», précise une quinqua-génaire qui habite juste en face.

A 52 ans, Elizabeth a décidé de revenir habiter dans ce qu'il reste de son quartier après avoir été obligée de fuir dans un camp de réfugiés. Entassée dans une tente avec d'autres déplacés internes pendant deux ans, elle n'attendait qu'une chose: rentrer chez elle pour cultiver son potager. Le problème? Celui-ci est désormais truffé de mines. Il y a quelques semaines encore, un couple de voisins âgés de 80 ans a été amputé après avoir voulu débayer les gravats de leur cour.

Si la zone a bel et bien été libérée par les rebelles, pour l'heure, même les enterrements se font avec la plus grande prudence. Sur les hauteurs de Demoso, un cimetière de combattants est dissimulé dans une clairière. Dans cette région à majorité chrétienne, le prêtre qui y officie dit enchaîner les funérailles. «On fait ça vite fait, avec le moins de monde possible. Ici, on se fait bombarder jusque dans nos tombes», s'étrangle-t-il, en désignant la sépulture démolie d'un jeune rebelle de 19 ans, tué il y a quelques jours. ●